

18 janvier 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 18 janvier 2008.

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je vous souhaite la très bienvenue. Je vous adresse mes vœux les plus sincères pour vous-mêmes et pour tous les vôtres et je vous demande de transmettre à vos Chefs d'Etat les souhaits que je forme à leur intention et pour vos pays, que vous représentez si bien, en France.

Monsieur le Nonce,

Je vous remercie de vos paroles et vous prie de transmettre à sa Sainteté le Pape Benoît XVI, que nous aurons l'honneur de recevoir en France cette année, l'expression de ma vive gratitude pour l'accueil si chaleureux qu'il m'a réservé il y a un mois au Vatican.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

En vous recevant cet après-midi, je ne souhaite pas revenir sur l'analyse détaillée de l'état du monde et la description du rôle de la France que j'avais présentées le 27 août aux Ambassadeurs français : vous en connaissez le texte et il reste d'actualité. Je crois plus utile aujourd'hui de vous dire quelles sont les convictions et les réflexions qui sous-tendent l'action internationale de la France, puis de vous présenter les priorités de cette action en 2008.

Au fond, une conviction a inspiré toute ma vie politique et m'anime depuis que les Français m'ont confié la première charge de l'Etat : je n'ai pas été élu pour m'incliner devant des fatalités. Du reste, je ne crois pas à la fatalité. J'ai été élu pour créer des opportunités, pour changer la France à travers un processus continu de réformes profondes. J'ai été élu avec la conviction que la France avait un rôle important, peut-être même irremplaçable, sur la scène internationale. J'ai été élu avec la volonté, la détermination la plus totale à agir, à conduire une politique étrangère cohérente, ambitieuse, efficace.

La deuxième conviction : c'est que le point de départ de cette politique étrangère doit être une analyse lucide, réaliste de la place de la France telle qu'elle est dans le monde d'aujourd'hui. Or, s'il est relativement facile de prendre la mesure de ce que représente la France, il est bien difficile de définir le monde de ce début de XXI^e siècle, plus difficile encore de prédire ce qu'il sera au cours des prochaines décennies.

Deux défis contribueront à structurer la société internationale du XXI^e siècle, peut-être plus profondément que les idéologies ne l'ont fait au XX^e.

Le premier défi est celui du changement climatique qui menace l'avenir même de notre planète et de l'humanité tout entière, qui pose la question de la gestion de ressources énergétiques devenues rares et donc chères et celle, plus difficile encore, de notre capacité à inventer, ensemble, un nouveau mode de croissance.

Le deuxième défi est celui des conditions du retour du religieux dans la plupart de nos sociétés. C'est une réalité, seuls les sectaires ne le voient pas. C'est une réalité incontournable qui avait, en son temps, été prévue par Malraux. Dans mon discours de Saint-Jean de Latran, discours auquel j'attache beaucoup de prix, Monseigneur, j'ai précisé ma conception d'une laïcité où la place de la religion serait définie en termes plus positifs. Devant le Conseil Consultatif de l'Arabie

place de la religion serait définie en termes plus positifs. Devant le Conseil consultatif de l'Arabie saoudite, à Riyad cette semaine, j'ai fait écho aux propos pleins de sagesse du Roi Abdallah, et plaidé en faveur d'une conception ouverte, tolérante de la religion. Certains groupes veulent imposer leur vision fondamentaliste, hégémonique, intolérante. La forme la plus extrême est celle des réseaux terroristes globaux du type Al Qaeda qui rêvent d'une confrontation Islam contre Occident, pour mieux dicter leur loi à des peuples qui ne demandent pourtant qu'à vivre leur foi dans la paix.

Le monde, j'en suis convaincu, peut relever ces deux défis, mais à une condition : trouver le chemin de son unité. Là est la grande question : comment parvenir à cette unité indispensable pour relever le défi du changement climatique et pour relever le défi de la place d'une religion tolérante dans le monde ? Comment y parvenir ? Et surtout, en serons-nous capables ?

Nous sommes sortis des certitudes simples du monde bipolaire, stable mais injuste, qui nous a imposé sa loi de 1945 à 1990. Certains pays ont payé cher, en termes de souffrance, ce monde stable. D'ailleurs, pour moi, la stabilité n'est pas un objectif de politique étrangère. Et je me méfie. Au nom de la stabilité, on a accepté le mur de Berlin et au nom de la stabilité, on ne dit rien de Yalta, au nom de la stabilité, on considère qu'il y a des peuples qui ont droit à la liberté et d'autres qui n'ont droit qu'à la dictature. La stabilité n'est pas un objectif si cette stabilité conduit à la pérennité d'un système injuste. Mais nous ne sommes déjà plus dans le monde unipolaire qui s'esquissait, lui, entre 1991 et 2001. Des mots qui sonnaient juste il y a quelques années seulement, tel que celui « d'hyperpuissance », n'ont plus cours aujourd'hui. Ils ne sont même plus employés.

Nous sommes entrés, sans doute pour les trois ou quatre décennies à venir, dans une ère de puissance relative. L'émergence économique et politique de la Chine, de l'Inde, du Brésil, le retour de la Russie créent les conditions objectives d'un nouveau concert des grandes puissances, d'un monde multipolaire dont l'Union européenne pourrait devenir progressivement l'un des pôles les plus actifs, si seulement elle en a la volonté.

Entre ces grandes puissances du XXI^e siècle, il reste donc à inventer des relations, à inventer des institutions, leur permettant d'agir efficacement pour le bien commun de l'humanité. Les notions d'ennemi ou d'adversaire n'ont plus cours entre elles. Toute la question est de savoir s'il est possible de faire prévaloir sur les idées de concurrence, de rivalité, celle de partenariat responsable. Toute la question est de savoir si nous serons capables de bâtir pour le XXI^e siècle un ordre nouveau, mieux adapté à notre monde globalisé et aux défis à relever, où tous les Etats, tous, grands et petits, auront le sentiment que leurs intérêts sont équitablement pris en compte. A ces questions fondamentales, j'ai souhaité, avec Bernard Kouchner, apporter, au nom de la France, des réponses qui marquent une certaine rupture, je l'assume, et qui s'inscrivent dans une vision, je l'espère, cohérente de la place et du rôle de la France.

J'ai d'abord voulu situer, franchement et nettement, et là est la première rupture, la France au sein de sa famille occidentale. Dans un monde qui a perdu ses repères, où la confusion tend à régner précisément parce que nous sommes engagés dans une transition vers un ordre qui reste à inventer, il me paru essentiel d'affirmer, avec clarté, où la France se situe et quelles sont les valeurs qui, pour elle, sont essentielles.

Ce repositionnement n'est en rien un abandon ou une quelconque atteinte à notre indépendance ou à notre liberté de parole et d'action. Je l'ai dit avec force devant le Congrès des Etats-Unis : la France est « un ami des Etats Unis d'Amérique, un ami debout, un allié indépendant, un partenaire libre ».

En se plaçant clairement dans sa famille occidentale, la France, et c'était mon objectif, accroît sa crédibilité, sa marge d'action, sa capacité d'influence à l'intérieur comme à l'extérieur de sa famille. D'ailleurs, comment espérer avoir de l'influence sur sa famille politique si, dans le même temps, on n'y a plus sa place ou si les membres de cette famille politique se méfient de vous ? La capacité d'influence de la France sur sa famille occidentale tient à la clarté de son engagement et de ses choix.

Notre priorité absolue à l'intérieur de la famille occidentale va à la construction de l'Union européenne. Grâce au Traité simplifié, après dix années de débat paralysant sur ses institutions,

L'Europe est enfin, à nouveau, en marche, et la France a repris toute sa place au coeur de l'Union. Il était temps et, dans un positionnement nouveau, la France a pris sa place : au-delà de l'entente franco-allemande qui est plus que jamais essentielle, j'ai voulu d'emblée établir des relations de travail étroites confiantes avec la Commission et avec le Parlement européen. J'ai voulu que la France soit à l'écoute et aux côtés des nouveaux Etats membres d'Europe centrale qui ont beaucoup à nous apporter et je ne suis pas de ceux qui pensent qu'ils ont moins à dire parce qu'ils sont les derniers arrivés dans la famille. On est dans la famille ou on n'y est pas. Si on est dans la famille, on a le même droit à la parole que les autres. J'ai souhaité resserrer nos liens, par ailleurs, avec nos partenaires méditerranéens.

Mais chacun sait que l'ambition française de voir émerger l'Union européenne comme un acteur global du XXIe siècle suscitait des méfiances, notamment dans le domaine de la défense. La France

ne voulait-elle pas affaiblir, voire détruire l'Alliance atlantique ? A ce soupçon, j'ai voulu apporter une réponse claire, et je l'ai fait devant le Congrès des Etats-Unis. Face à l'ampleur des menaces et des crises, le développement d'une Europe de la défense efficace est une nécessité stratégique. C'est donc ma priorité pour les années à venir. L'opposer à l'Alliance atlantique n'a aucun sens. L'Europe de la défense et l'ancrage atlantique sont les deux volets d'une même politique de défense et de sécurité. C'est dans ce contexte que la France entend rénover sa relation avec l'OTAN. Il faut maintenant nous mettre au travail et la France fera des propositions à la fois pragmatiques et ambitieuses, dans une double perspective : la Présidence française de l'Union et le Sommet du 60ème anniversaire de l'Alliance.

A l'extérieur de la famille occidentale, ensuite, notre repositionnement a, me semble-t-il, renforcé notre crédibilité et le poids de notre message. Ce fut le cas à Pékin, lorsque j'ai exposé nos vues sur le nécessaire rééquilibrage des relations entre les principales monnaies, après en avoir auparavant parlé aux Etats-Unis, et en étant immédiatement suivi en Chine par les Présidents de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe, puis par celui de la Commission. Ce fut le cas lorsqu'après avoir beaucoup consulté, notamment l'Egypte et l'Arabie Saoudite, et avec les encouragements des principaux dirigeants concernés, j'ai choisi d'engager un dialogue sur le Liban avec le Président syrien.

Et ceci me conduit à la deuxième novation que j'ai voulu introduire dans notre politique étrangère : je souhaite que nous conduisions une diplomatie de la réconciliation.

Dans cette période de puissance relative, marquée par une contestation croissante de la légitimité des interventions extérieures et une aggravation parallèle des divisions religieuses, ethniques, sociales, la France doit dialoguer avec tout le monde. Elle doit rechercher avec opiniâtreté et pragmatisme à réduire les facteurs de tension et à progresser vers des solutions de paix conformes aux principes qui nous inspirent.

C'est le sens du dialogue que nous avons renoué, en Afrique, avec les Présidents du Rwanda, du Soudan et de la Côte d'Ivoire. C'est le sens de l'accueil que j'ai voulu réserver au Président Chavez ou au colonel Khadafi. Si l'on ne tenait pas compte des gestes accomplis par le dirigeant libyen en renonçant aux armes de destruction massive sous contrôle international, en renonçant au terrorisme avec indemnisation des victimes, en libérant les infirmières bulgares, quel message enverrait-on aux dirigeants de la Corée du Nord ou de l'Iran alors que nous cherchons à les convaincre d'en finir avec la prolifération ? Cela s'appelle avoir un minimum de cohérence et de courage.

Mais soyons clairs : cette diplomatie de la réconciliation n'est en rien une diplomatie de la complaisance. Parce que nous sommes franchement au coeur de notre famille occidentale, c'est donc sur la base de nos valeurs et de nos principes que nous conduisons ces dialogues, fondés sur la clarté, la transparence et la fermeté. C'est dans cet esprit que j'ai pris l'initiative en faveur des infirmières bulgares ou des otages de Colombie, en particulier d'Ingrid BETANCOURT, qui doit rentrer à la maison sans délai. C'est dans cet esprit que j'ai plaidé à Pékin contre la peine de mort et pour la liberté de la presse, ou à Moscou pour le respect des droits des minorités ethniques ou sociales. Et lorsque les orientations agréées lors d'un dialogue ne sont pas

respectées, ou lorsque ce dialogue ne débouche pas sur les résultats attendus, il m'appartient en toute clarté d'en tirer les conséquences. C'est ce que j'ai fait à propos de la Syrie et du Liban qui a droit à son indépendance, point sur lequel la France ne transigera jamais et ne renoncera jamais.

La troisième novation de notre politique étrangère porte sur la notion, qui me tient à cœur, de diversité, avec son corollaire, la réciprocité. J'y ai consacré l'essentiel de mon discours de Constantine, en Algérie. En Europe, mesdames et messieurs, plus que partout ailleurs, nous avons vécu, avec l'holocauste, l'horreur absolue à laquelle conduit le refus de l'Autre, de sa différence, qu'elle soit ethnique, religieuse ou culturelle. Le même refus de l'Autre a conduit au génocide du Rwanda. Aujourd'hui, c'est sur le terrain religieux, avec la montée des fondamentalismes, que l'on voit apparaître la tentation de l'exclusion, de l'enfermement et du refus de l'autre.

Autant que le combat pour la démocratie, je veux dire que le combat pour la diversité, pour l'ouverture, pour la tolérance, pour l'acceptation de l'autre dans sa différence, me semble fondamental. Il est, d'une certaine façon, le préalable à l'extension des libertés et à l'enracinement de la démocratie. Je ne vois d'ailleurs pas comment on peut penser à l'enracinement de la démocratie si on commence par ne pas accepter la différence.

Que l'on me comprenne bien : je suis favorable à l'épanouissement des religions, comme au droit de chacun de ne pas en avoir, ou d'en changer. C'est ma conception de la laïcité. Et à ce titre, en tant que ministre de l'Intérieur pendant quatre ans, j'ai autorisé l'ouverture d'un nombre sans précédent de mosquées en France, car l'Islam est désormais notre deuxième religion et il doit être possible à tous ceux qui le souhaitent de vivre leur foi dans la dignité et la tolérance. Plus qu'aucun autre, j'ai contribué à l'émergence d'un Islam de France. Et c'est pour cette raison même que je plaide avec conviction, la même, pour qu'en terre d'Islam, il soit possible de pratiquer sa religion, quelle qu'elle soit, dans la dignité et la tolérance.

Comment ceux qui réclament l'ouverture de mosquées en France pourraient-ils refuser l'ouverture d'églises partout où celle-ci serait justifiée ? La diversité n'est pas bonne chez nous et mauvaise chez les autres. La diversité c'est partout. Et naturellement si la France veut être écoutée qu'elle donne l'exemple elle est prête à le faire. Mais la diversité et la réciprocité ça va ensemble.

Et d'ailleurs au fond, ce qui est en cause au Liban, n'est-ce pas justement la survie, en tant qu'Etat souverain et indépendant, d'un peuple qui, à travers l'histoire, a offert au monde le plus bel exemple de la cohabitation harmonieuse, dans la tolérance et le respect, des grandes religions monothéistes ? Eh bien, si c'est ce pays que l'on veut faire mourir, la France sera au côté de ce pays pour l'aider à vivre. Parce que ce qui se joue au Liban va plus loin encore que le seul Liban. La dernière novation de notre politique étrangère porte sur la construction d'un ordre mondial adapté à l'émergence de puissances nouvelles et capable de traiter efficacement les défis du XXI^e siècle.

Aux Nations-Unies, je souhaite une relance énergique des réformes, à commencer par celle du Conseil de Sécurité, qui doit être élargi, chacun le sait, dans les deux catégories de membres. Ce n'est pas une question de tempérament, c'est simplement une question de bon sens. Et tout doit être fait pour que le processus de Bali, seul cadre légitime pour prendre des décisions et conclure un accord, aboutisse, en décembre 2009, à la signature d'un traité à la hauteur de l'enjeu colossal auquel l'humanité toute entière est confrontée avec le réchauffement climatique.

La réforme du Fonds Monétaire International n'est pas moins nécessaire et je suis heureux qu'un Français ait été porté à sa tête pour conduire ce changement indispensable et pour mieux refléter dans l'institution le poids économique des principales puissances, notamment des grandes économies émergentes et pour traiter enfin, je l'espère, avec d'autres institutions compétentes, de sujets majeurs comme celui de la rente, Monsieur le Président Diouf, cette rente que j'ai placée au cœur de ma première intervention devant l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre dernier. Les monarchies pétrolières ont pris l'heureuse initiative de créer un Fonds pour aider les pays les plus pauvres à acquitter la facture énergétique et je souhaite que les grands groupes pétroliers et miniers qui bénéficient de profits astronomiques à une rente

grands groupes pétroliers et miniers qui bénéficient de profits s'apparentant à une rente, alimentent, à leur tour, un Fonds semblable. Ce n'est pas pour nous faire plaisir, c'est simplement pour réfléchir. Si demain des pays se révoltent parce que la pauvreté et l'injustice leur deviennent insupportables, ceux-là même qui font aujourd'hui des profits considérables seront les premiers à voir les sources de profits détruites. Il n'est pas interdit de réfléchir en ce début de XXI^e siècle, à ce qu'est qu'un ordre mondial, politique et économique raisonnable. Et je le dis avec la même force : le G8 devra changer, lui aussi. Il reste un instrument incomparable de concertation informelle et d'impulsion. Mais qui ne voit que ce G 8 doit être élargi à la Chine, à l'Inde, au Brésil, au Mexique et à l'Afrique du Sud, qui se sont d'ailleurs rassemblés dans le G5 ? Alors d'accord, progressivement. Faisons en trois fois ce que l'on pourrait faire en une, puisqu'il faut être patient et qui ne voit que la patience justifie tant de drames à travers le monde, alors qu'il n'est que temps d'agir ? Alors il faudra du temps, moins qu'on le dit. Mais je souhaite que, dès le prochain sommet, début juillet au Japon, nous fassions un pas significatif dans cette direction.

Je suis persuadé qu'en exprimant cette position, la France exprime une position de bon sens. Comment parler des affaires du monde en ignorant rien de moins que 2 milliards et demi d'habitants du monde. On peut réfléchir, la France n'est dans les mains d'aucun pays quand elle se fait l'avocate de la Chine, de l'Inde, du Brésil, du Mexique et de l'Afrique du Sud. Mais franchement, aller parler des grands sujets du monde sans avoir à la table un seul pays africain, sans avoir à la table un seul pays d'Amérique du Sud. Si l'on veut bien réfléchir un petit peu et, en ignorant et l'Inde et la Chine, on doit se dire que c'est drôlement amusant que cela fonctionne malgré tout. Je l'ai dit de façon franche parce que je le pense profondément.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Dans ce contexte, quelles doivent être les priorités de l'action internationale de la France en 2008 ?

L'Union européenne d'abord avec, après celle de nos amis slovènes, la Présidence française, au second semestre et je veille, cher Jean-Pierre JOUYET, à saluer la Présidence de nos amis slovènes. Au-delà de la préparation de la mise en oeuvre du Traité simplifié et du chantier de la défense, avec Bernard Kouchner et Jean-Pierre Jouyet, nous souhaitons que l'Europe progresse dans des domaines qui préoccupent les Européens. Et si l'Europe se mettait désormais au service des peuples d'Europe ?

Le climat, pour lequel l'Union devra préciser comment elle compte décliner les engagements des 27 pays membres pour assurer le succès de la négociation de Bali. Avec le Grenelle de l'environnement, la France s'est engagée dans l'invention d'un nouveau modèle de croissance et c'est une démarche semblable que nous devrions adopter au niveau européen. D'ailleurs, quel serait le poids de la parole de la France si elle disait aux autres, notamment à nos amis américains : faites ce que nous ne sommes pas capables de faire ? Nous voulons faire en nous imposant des règles plus sévères que les autres, pour vous engager à faire avec nous parce que - ne le répétez pas- mais nous habitons sur la même planète et la montée des océans, elle nous emportera tous si nous ne prenons pas garde.

L'énergie sera une autre priorité pour mieux assurer notre solidarité par l'interconnexion croissante des réseaux, et notre indépendance en développant systématiquement la diversification de nos productions comme de nos fournisseurs.

L'immigration qui n'est pas un gros mot, avec l'adoption, par les 27, d'un « pacte européen » définissant de grands principes, fixant des objectifs tels qu'un régime européen de l'asile, et mettant en oeuvre des moyens d'action communs.

L'agriculture enfin, pour laquelle nous rechercherons, dès cette année, un accord sur les principes qui permettront une véritable « refondation » de la PAC de l'après-2013.

L'Union devra également assumer davantage ses responsabilités internationales, du Tchad avec le déploiement en février de la force européenne, aux Balkans, avec la délicate gestion de la transition au Kosovo. Parce que le statu quo n'y est plus une option viable, et parce que les voies de la négociation ont toutes été explorées sans l'ombre d'un succès. L'Union devra mettre en oeuvre, dans l'unité et avec fermeté, la seule solution praticable : celle qui est sur la table. Mais

elle devra aussi offrir aux pays de la région, et notamment à la Serbie, des perspectives crédibles de rapprochement et d'intégration dans la famille européenne. Ils sont européens, et il faut en tirer des conséquences.

2008 sera aussi l'année du lancement d'un grand projet de civilisation : l'Union pour la Méditerranée, afin de faire vivre entre tous les peuples riverains la paix, l'entente, la coopération sur la base de projets concrets. Le sommet proposé à Paris, les 13 et 14 juillet, en présence de tous les membres de l'Union, permettra d'ouvrir les premiers chantiers concrets.

Cette grande ambition sera facilitée si, comme prévu à Annapolis, 2008 devient l'année de la création de l'Etat Palestinien, aux cotés de l'Etat d'Israël.

Je dis 2008 parce que je ne vois pas, là-aussi, pourquoi il faudrait attendre. Plus d'un demi-siècle de souffrances, de tous les côtés, est-ce que ce n'est pas suffisant pour enfin décider de passer à l'action ? Je ne sous-estime pas les difficultés mais croit-on que les difficultés seront moindres dans dix ans ? Elles seront pires. Et le succès éclatant de la conférence des donateurs de Paris a démontré l'attente et l'engagement de la communauté internationale toute entière. Je me rendrai au Proche-Orient au printemps pour affirmer avec force notre soutien aux deux principaux négociateurs : le Premier Ministre Ehud Olmert et le Président Mahmoud Abbas, avec un message simple : la paix est possible ! Vos deux peuples l'attendent ! Eh bien, prenez tous les risques au service de la paix ! Et c'est quand même plus positif de prendre tous les risques au service de la paix que de les accumuler tous au service de la guerre.

Et c'est aussi maintenant qu'il faut sortir le Liban d'une crise qui n'en finit pas et elle n'en finit pas -j'appellerai un chat, un chat- parce que cette crise est alimentée de l'extérieur. La Ligue arabe, à l'unanimité, a adopté un plan de règlement qui rejoint complètement les idées avancées par la France. Il faut, sur cette base, que chacun assume ses responsabilités, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et que la communauté internationale juge chaque acteur sur ses actes. La France restera engagée aux cotés des Libanais, je précise, de tous les Libanais.

Sur l'Iran et son programme nucléaire, vous connaissez la position de la France. Rien de ce qui s'est passé depuis ne me conduit à modifier mon jugement et donc l'approche de la France. Cette approche est faite de fermeté car les sanctions sont nécessaires pour convaincre les dirigeants iraniens de revenir à la table de négociation et, en même temps, de dialogue, engagé à mon niveau, car notre objectif n'est nullement le changement de régime, mais au contraire l'insertion de l'Iran, dans sa région, en acteur positif, dès lors qu'il respecterait la loi internationale.

C'est son intérêt, comme il est de son intérêt d'apaiser aujourd'hui les tensions entre Sunnites et Chiïtes, de l'Iraq au Liban, ou d'éviter demain une nouvelle « talibanisation » de l'Afghanistan qui n'en a vraiment pas besoin.

J'évoquais il y a quelques instants notre monde en transition, où deux grands défis, ceux du climat et de l'extrémisme religieux, pourraient bien se charger de structurer la société internationale dans l'affrontement. C'est bien ce qui risque d'arriver si les Etats concernés, par calcul ou par myopie, ne parvenaient pas à traiter dans l'unité le défi d'Al Qaeda. Je suis convaincu que les développements au Pakistan ou en Afghanistan, les menaces globales qu'ils portent, appellent une concertation entre toutes, je dis bien toutes, les puissances qui peuvent peser dans le bon sens sur les cours des choses. Nous avons besoin de tout le monde.

En accord avec le Président KARZAI, la France accueillera la prochaine conférence de soutien à l'Afghanistan et y renforcera son engagement. Je remercie Bernard KOUCHNER de cette initiative. La France sera en initiative aux côtés du Pakistan, gravement déstabilisé après l'assassinat monstrueux de Benazir Bhutto et je recevrai le Président Musharraf à Paris dans quelques jours.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Il est enfin un continent qui occupe une place à part dans le cœur des Français : l'Afrique. Plus qu'aucun autre pays européen, la France s'en sent proche. Peut-être est-ce cette proximité même qui nous rend difficile un constat simple : l'Afrique a changé et la relation de la France avec l'Afrique doit aussi changer.

Bien sûr, la France restera l'avocat le plus déterminé de l'Afrique, en Europe et dans les grandes institutions internationales. La France se battra pour que soient durables les progrès de la paix, des droits de l'homme, de la croissance économique indissociables des objectifs du millénaire. Mais sur le terrain, je souhaite une action plus proche de la société civile, délibérément tournée vers la jeunesse, soucieuse de répondre à ses attentes. J'attends de nos Ambassadeurs des propositions précises à cet égard, Jean-Marie BOCKEL en fera la synthèse.

Je souhaite aussi mettre en oeuvre cette diplomatie de la réconciliation qui me tient à coeur en direction de l'Angola où je me rendrai prochainement pour sceller avec le Président Dos Santos les retrouvailles franco-angolaises et en direction du Rwanda, avec l'espoir que 2008 sera l'année du rétablissement de nos relations et au Soudan et au Tchad où, avec Bernard Kouchner, nous travaillons sans relâche à un règlement durable de la crise. Il y a suffisamment de pauvreté dans cette région du monde pour que le Tchad et le Soudan coexistent pacifiquement et en Côte d'Ivoire enfin, où la tenue d'élections libres et garanties par l'ONU ouvrirait la voie à une normalisation que chacun souhaite.

2008, enfin, sera une année de grande incertitude concernant l'évolution de l'économie mondiale, avec les effets cumulés de la crise des « subprimes » et de l'augmentation des prix des matières premières, notamment énergétiques. C'est une raison supplémentaire pour moi d'accélérer les réformes, en France et au niveau international, pour provoquer le retour de la confiance et de la croissance. Ce à quoi, avec le Premier ministre François Fillon, nous nous attachons. Je vois dans les risques économiques internationaux une nécessité de plus de réformer rapidement la France. Et pas une nécessité de moins. On ne réforme pas parce qu'il y a de la croissance, parce que tout est facile. On réforme justement parce qu'il y a des difficultés. Et donc, plus il y a de difficultés, plus on mettra en oeuvre de réformes, plus il faudra moderniser notre pays.

En l'espace d'une génération, nous avons assisté finalement à un rééquilibrage sans précédent de la répartition de la richesse mondiale, avec le transfert accéléré des usines, puis des réserves financières vers des pays émergents. Les fragilités actuelles contribuent à l'intégration globale de l'économie, dans un mouvement dont je vous demande de noter qu'il est l'exact opposé de celui que nous avons connu il y a dix ans lors de la crise financière asiatique : aujourd'hui, c'est l'Asie et le Golfe qui viennent à la rescousse de l'Occident. Mais la leçon est la même :

l'interdépendance de nos économies est telle qu'aucun pays ne peut plus agir sans prendre pleinement en compte l'effet de ses initiatives sur l'économie - monde.

Le moment est venu pour les principaux acteurs, anciens et nouveaux, d'une concertation étroite, peut-être discrète, pour traiter sérieusement les deux grandes faiblesses du système international actuel : la première, c'est la relation entre les principales monnaies dont le déséquilibre persistant est dangereux pour tous. Ce n'est pas une obsession, c'est, là encore, une question de réflexion et de bon sens et je reprendrai volontiers l'expression de nos amis chinois sur le développement harmonieux. Je souhaite que ce développement harmonieux soit appliqué aux relations entre les grandes monnaies du monde, qui en ont bien besoin. Et enfin, la deuxième faiblesse de notre système, c'est l'absence de transparence et de règles suffisamment contraignantes pour les fonds et produits financiers qui peuvent être, en cas d'accident, une menace grave pour le monde entier. Le monde n'a pas à payer pour les conséquences de quelques centaines de spéculateurs qui ont fait n'importe quoi. Et nous n'avons pas à mettre la croissance du monde en risque parce qu'à un moment donné, on a prêté à des spéculateurs, plutôt qu'à des entrepreneurs.

Avec d'autres, la France sera en initiative sur ces sujets dès les prochaines semaines. Je me rendrai d'ailleurs à Londres, le 29 janvier avec cette préoccupation à l'esprit.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, décidément, la fatalité ne fait pas partie de la politique française ! Comptez donc sur la France, en 2008 et peut-être au-delà, pour contribuer, de toutes ses forces, aux changements nécessaires pour que la transition actuelle débouche sur un ordre mondial plus juste, plus prospère et plus pacifique.

Et je veux terminer en remerciant l'équipe des affaires étrangères qui, autour de Bernard Kouchner, Jean-Pierre Jouyet, Jean-Marie Bockel et Rama Yade, fait un travail que le Premier ministre et moi-même estimons tout à fait mérité, en termes d'une politique internationale

ministre et moi-même estimons tout à fait pertinent, au service d'une politique internationale dont vous avez compris que la France n'était pas décidée à renoncer à lui donner une dimension universelle. Je vous remercie. Bonne année à tous.